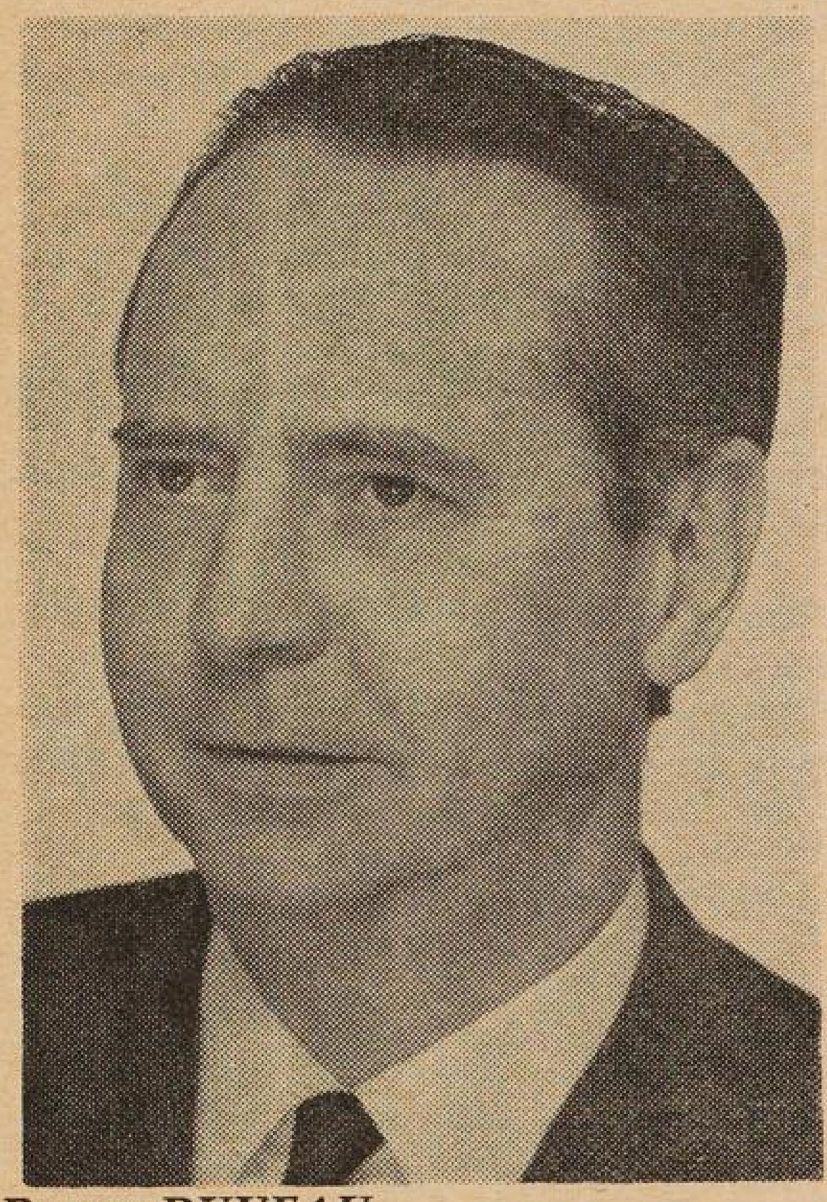
# FÉDÉRATION DE LA GAUCHE DÉMOCRATE ET SOCIALISTE



**Roger DUVEAU**

Avocat à la Cour d'Appel de Paris -- Ancien Ministre

A gagné sa vie dès l'âge de 16 ans. A parcouru le cycle complet des études secondaires et supérieures sans aide, ni professeurs. A été successivement employé de commerce - fonctionnaire civil - avocat bâtonnier - député - maire - conseiller général - secrétaire d'état. Actuellement avocat à la Cour de Paris. A élevé six enfants.

## Élections Législatives

des 5 et 12 Mars 1967

*2e CIRCONSCRIPTION (COSNE-SUR-LOIRE)*

Scrutin du 5 Mars 1967



**Roger PESSON**

Agent Commercial

## *Électrices, Électeurs,*

Je me présente à vos suffrages sous l'égide de mon ami François MITTERRAND avec lequel j'ai siégé dans deux gouvernements : celui de Pierre MENDÈS-FRANCE en 54-55 et celui de Guy MOLLET en 56-57.

La campagne électorale qui s'ouvre aujourd'hui doit se faire dans la foulée des élections présidentielles de décembre 1965 qui ont donné à François MITTERRAND, dans la seule circonscription de Cosne, 25.000 voix de gauche.

Il faut que ces voix se retrouvent et se concentrent à nouveau **sur le candidat de la Fédération de la Gauche** qui, s'il arrive avant le candidat d'extrême-gauche, **peut - seul -** en vertu des accords de décembre 1966, **bénéficier au second tour du désistement communiste, et assurer l'échec du candidat gaulliste.**

Car le pouvoir gaulliste qui gouverne la France sans partage depuis 9 ans, n'a pas réussi en dépit d'une stabilité certaine due à une meilleure Constitution, et d'une monnaie assainie grâce à deux dévaluations, c'est-à-dire aux sacrifices des Français, à faire ce que l'on attendait de lui.

L'Europe n'a pas été faite et ne le sera jamais avec de Gaulle — La communauté africaine a été disloquée — Nos compatriotes d'Algérie ont été abandonnés — **Quatre millions de Français gagnent moins de 60.000 anciens francs par mois.** La charge fiscale des travailleurs a triplé depuis 1958. La nombre des assujettis atteint maintenant 9 millions de personnes au lieu de 4.300.000 en 1958 — En dépit de l'augmentation de la richesse nationale, le niveau de vie des travailleurs est en régression — La retraite des vieux est dérisoire — On prévoit officiellement **600.000 chômeurs en 1970** — Et par ailleurs **on manque d'écoles, d'hôpitaux, de logements...**

En revanche, le pouvoir gaulliste s'est lancé dans la construction d'une force de frappe nationale qui est inutile parce qu'elle ne servira jamais à rien : ou bien nous subirons une guerre nucléaire déclenchée par un des Grands et comme nous n'arriverons jamais à les égaler, nous serons écrasés, vitrifiés dans le quart d'heure qui suivra l'ouverture des hostilités.

Ou bien nous devrons faire face à une guerre classique et les bombes resteront au vestiaire...

Mais en outre, **cette force de frappe inutile nous ruine et nous ruinera de plus en plus** en nous privant des investissements économiques et sociaux dont nous avons besoin.

Elle nous ruine, et la preuve c'est la montée effrayante des impôts (combien en 1958, combien aujourd'hui ?) l'augmentation du nombre des assujettis (9 millions au lieu de 4.300.000 en 1958) et la stagnation du niveau de vie des travailleurs (si la richesse nationale a augmenté de 50 % depuis 1958, de combien a augmenté, dans le même temps, le revenu moyen de l'ouvrier ou du paysan ?)

Elle nous prive des investissements élémentaires dont nous avons besoin : sur 100 francs versés par le contribuable, combien donne-t-on à l'inutile force de frappe ? Combien, avec cette contribution inutile, pourrait-on construire d'écoles, d'hôpitaux, de logements ?

Elle nous ruinera désormais un peu plus chaque jour : on a commencé par la bombinette, — on a continué par la bombe améliorée ou dopée, — on en est maintenant aux fusées et aux satellites, — on va lancer des sous-marins atomiques (dont le coût, armement compris, est de 100 milliards d'anciens francs) — Où s'arrêtera-t-on ?

On invoquera le souci de notre indépendance nationale. **Depuis quand assure-t-on l'indépendance et la grandeur d'un pays en le ruinant** et en vouant ses habitants à la misère et à la régression ?

Il faut donc mettre un terme à cette politique insensée en lui opposant le programme constructif que la Fédération de la gauche démocrate et socialiste entend mettre en œuvre.

***D'abord au plan des institutions,*** en maintenant la stabilité nécessaire et même en la renforçant grâce au mécanisme de la dissolution automatique en cas de crise ministérielle.

Mais cette stabilité ne doit pas être synonyme de pouvoir personnel, c'est-à-dire d'un système réunissant tous les pouvoirs entre les mains d'un seul homme qui agit à sa guise et sans contrôle, — qui met ses ministres en face du fait accompli, — qui se moque des intermédiaires, — qui oblige le Parlement à voter n'importe quelle loi grâce à l'institution du vote bloqué.

Il faut aussi, et surtout, que cette stabilité tant vantée, serve à quelque chose. Il y a en effet beaucoup à faire tant au plan extérieur qu'intérieur.

## *Du point de vue de la politique extérieure.*

1) **FAIRE L'EUROPE FEDERÉE, l'Europe unie** qui **grâce à ses richesses additionnées,** nous donnera la puissance et l'équilibre nécessaires au maintien de la paix.

Assurer en tous cas **le fonctionnement du Marché Commun** mis en place en 1956 par le gouvernement Guy MOLLET.

2) **LUTTER POUR LE DÉSARMEMENT** et la non-prolifération des armes nucléaires.

3) **ŒUVRER POUR LA COEXISTENCE PACIFIQUE** et **le rapprochement entre les peuples.**

## *Du point de vue de la politique intérieure.*

1) Donner aux Français **un toit, une école, un emploi** et éventuellement un lit pour se soigner.

2) **LIBÉRER LA FEMME** des contraintes qui pèsent encore sur elle. Abroger la loi de 1920 en permettant ainsi à la femme d'organiser à son gré, sa vie familiale.

3) **LUTTER POUR LA JUSTICE SOCIALE** sous toutes ses formes, en assurant à chacun le droit au travail, à la santé, aux loisirs, à une vieillesse libérée de la misère — également et surtout **LE DROIT A LA CONNAISSANCE**, la priorité des priorités n'étant pas, comme chez les gaullistes, la bombe atomique, mais **L'ÉDUCATION NATIONALE.**

Pour réaliser ce programme, nous entendons **supprimer immédiatement la force de frappe** et utiliser les crédits ainsi libérés pour l'équipement économique et social dont notre pays a tant besoin.

Si bien que, le 5 MARS 1967, le choix de l'électeur sera clair :

Ou bien **le Gaullisme avec son pouvoir personnel, sa stabilité dans la stérilité,** — ses bombes et ses fusées atomiques interdisant pour longtemps toute promotion de l'homme ;

Ou bien le retour à une démocratie véritable adaptée aux temps modernes **qui, dans le cadre d'une Europe Unie,** débouchera sur une action sociale susceptible de donner à chaque Français **l'égalité des chances et les moyens de vivre dignement.**


# Roger DUVEAU

**Avocat à la Cour d'Appel de Paris**
**Ancien Député - Ancien Ministre**
**Commandeur du Mérite Maritime**


Vu : Le Candidat.

Imp. Bernadat - La Charité